

# L'industrie du tourisme soigne sa dimension durable à l'échelle du globe

En 2017, plus d'un milliard de touristes ont voyagé dans le monde. Ce nombre devrait augmenter dans les années à venir, car certaines populations ont de plus en plus accès aux voyages. Le goût d'aller à la rencontre d'autres cultures, d'accéder à d'autres richesses naturelles, est universel. L'offre se fait de plus en plus abondante; les villes, les régions rivalisent pour attirer plus de visiteurs. L'engouement pour les voyages a aussi ses effets indésirables. Après des décennies de gestion un peu sauvage, les organisateurs, le public et les pouvoirs publics concernés ont pris conscience de la nécessité de les maîtriser, sinon de les juguler. Comment concilier des enjeux souvent divergents, puisque le tourisme a des retombées économiques de poids?

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR  
FLAVIA GIOVANNELLI

Pendant longtemps, le monde économique n'a pas pris au sérieux la branche du tourisme. On voyait les activités de loisirs comme une *big party*, pour reprendre les termes employés par Taleb Rifai, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). La prise de conscience des retombées importantes qui en découlent – économiques, écologiques, sociétales – ne se fait pas au même rythme. Voilà ce que relevaient les délégués présents à la journée de réflexion qui a conclu l'année internationale du tourisme durable 2017. En effet, avec 1,3 milliard de touristes dans le monde en 2017, la branche connaît un essor exponentiel. Des populations qui ne pouvaient pas voyager auparavant, pour des raisons financières ou politiques, arrivent sur le marché. L'attrait est là. Malgré des conflits encore nombreux, des catastrophes

climatiques qui frappent des zones de villégiature, comme l'ouragan Irma dans les Caraïbes en automne dernier, toujours plus d'individus ont envie d'explorer la planète.

## PAS DE FRONTIÈRES

«La journée internationale du tourisme durable nous a donné une occasion unique d'accroître la contribution du secteur du tourisme aux trois piliers de la durabilité – l'économique, le social et l'environnemental – tout en attirant l'attention sur les véritables dimensions d'un secteur qui est souvent sous-évalué», se réjouissait le secrétaire général de l'OMT.

Pour profiter de la manne touristique, il est impératif de choisir une stratégie en accord avec son propre contexte. Il faut garder en tête que les effets négatifs, comme ceux dus à une pression excessive sur les prix, par exemple, ne s'arrêtent pas aux frontières. ■



L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE connaît un essor exponentiel. En 2017, plus d'un milliard de personnes a voyagé.

## OLIVIER EMCH

PRÉSIDENT DU GROUPEMENT DES AGENCES DE VOYAGES DE GENÈVE (GAVG)

## «Nos clients sont de plus en plus renseignés sur les enjeux écologiques»

Olivier Emch, directeur général et administrateur d'Executive Travel SA, préside le Groupement des agences de voyages de Genève (GAVG). A ce titre, il a une large vision des défis engendrés par la multiplication des demandes de voyages.

**A l'occasion de l'année internationale du tourisme durable décréte par l'ONU en 2017, un bilan a été tiré en décembre. Convenez-vous, tout comme ces experts, que le tourisme durable est porteur?**

Nous sommes tous touristes à un moment ou à un autre et certainement que nous pourrions encore progresser dans notre réflexion écologique. Je ne suis pas certain qu'au moment de réserver son voyage le client réfléchisse concrètement à son impact environnemental. Il fait confiance à la compagnie aérienne. En revanche, l'aspect humanitaire semble de plus en plus le concerner, ainsi que l'envie de découvrir des régions authentiques et lointaines.

**La Suisse est active dans le domaine du développement durable. Pensez-vous que les agences faisant parties du GAVG se positionnent par rapport à ces préoccupations?**

Absolument. Le premier exemple qui me vient à l'esprit

est le fait que nous n'hésitons pas à recommander des vols directs. Ils sont souvent plus avantageux en termes de prix et ils rendent le déplacement plus écologiques.

Nous fournissons aux entreprises clientes des statistiques annuelles qui leur permettent de connaître leur empreinte carbone lors de l'utilisation d'un vol et de la compenser financièrement s'ils le souhaitent. Quand c'est possible, nous leur recommandons le train.

**La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement s'est penchée récemment sur la dimension touristique de l'Afrique dans son rapport 2017. Il y est question de développement inclusif, d'amélioration des conditions de vie des populations concernées, de postes de travail, de possibilités de formation, notamment. Votre avis?**

Il est vrai que l'attractivité touristique permet à une région ou à un pays de créer des emplois et de bénéficier de retombées financières. Ainsi, le fait d'offrir des longs courriers sans escale incite un voyageur à envisager une destination qu'il n'aurait pas forcément visitée. Air Mauritius, qui avait cessé d'opérer depuis Genève ces dernières



OLIVIER EMCH: «Nous sommes tous touristes à un moment ou à un autre et certainement que nous pourrions encore progresser dans notre réflexion écologique.»

années, proposera de nouveau des vols directs depuis Cointrin dès la saison d'hiver 2018-2019. Les agences genevoises ont d'ores et déjà constaté une demande supplémentaire. Les compagnies aériennes ainsi que les offices du tourisme sont donc des acteurs déterminants pour stimuler les

voyages. Cela revient aussi à dire qu'il est important de bien former le personnel hôtelier à l'accueil, au service, ainsi qu'à l'apprentissage des langues. L'Ile Maurice semble faire un effort particulier dans ce sens.

**Les touristes suisses que vous rencontrez sont-ils conscients des en-**

**jeux et demandeurs d'une certaine éthique?**

Nos clients sont généralement renseignés et au fait des enjeux écologiques. Nous nous efforçons toutefois de les sensibiliser encore sur le sujet. Toutefois, c'est au retour que le client procède généralement à une vraie prise de conscience de l'impact écologique du tourisme dans certaines régions. Certains nous font remonter le fait qu'il y a trop d'hôtels ou trop de déchets à tel ou tel endroit. Nous constatons également que le choix de la destination est influencé par des facteurs comme le régime en place dans le pays visité, la condition de la femme et les droits des enfants.

**L'engouement pour certaines activités – comme la plongée – a forcément des conséquences sur l'environnement. Comment répondre à la demande et gérer les flux pour conserver un équilibre?**

De nombreux sites proposant de la plongée organisent en parallèle des programmes écologiques. Ils impliquent la récupération et le traitement de l'eau sur place, l'élevage ou le sauvetage d'animaux marins comme les tortues de mer, la protection de la barrière de corail. Les

professionnels profitent de la présence des touristes pour informer et sensibiliser sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Nous avons à cœur d'encourager nos clients à fréquenter ce genre d'établissements; ils sont nombreux aux Maldives et aux Seychelles.

**Vos prestataires locaux sont-ils sélectionnés en fonction de critères de durabilité?**

Des labels écologiques existent et ils deviennent prisés par les hôteliers, qui font tout pour les décrocher. Quand les membres du GAVG travaillent directement avec des établissements à l'étranger, nous leur recommandons de contrôler s'ils trient les déchets; si tel n'est pas le cas, nous ne recommandons pas ces établissements. Cela est particulièrement important pour les hôtels ayant des golfs, des sites archéologiques à proximité et proposant de la plongée sous-marine. Plus simplement, nous constatons que les hôteliers suggèrent à leurs clients de ne pas changer tous les jours leur serviette de bains ou leurs linges est un moyen pour eux d'être plus écologiques. Libre à l'utilisateur de choisir, mais cela le responsabilise davantage. ■

## Exemples inspirants partagés à l'ONU

Le secteur du tourisme participe pour 10% au PIB mondial et représente un emploi sur dix dans le monde. Taleb Rifai, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), déplore pourtant que la prise de conscience de ce poids ne soit pas encore suffisante. Trop longtemps, le tourisme a été vu comme un simple loisir, alors que son essor continu et grandissant implique des enjeux qui devraient être proportionnels. Pour l'OMT, il s'agit donc de maîtriser les impacts négatifs des voyages et du tourisme. Cela passe par une étroite concertation, par la communication de récits, sources d'inspiration et de messages, entre les partenaires: l'OMT et le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), mais aussi les acteurs privés et publics dans les pays.

### BONNES PRATIQUES

Taleb Rifai, secrétaire général de l'OMT, va plus loin. Il espère transformer la force du tourisme à l'échelle mondiale pour contri-

buer à améliorer le monde. En tant qu'agence de l'ONU, l'OMT s'implique dans la poursuite des Objectifs de développement durable (ODD), à l'agenda 2030 des Nations unies. Tout au long de l'année dernière, soixante-quatre pays membres de l'OMT ont, sur une base volontaire, procédé à des analyses pour déterminer comment certaines stratégies permettent d'avoir un rôle accélérateur pour atteindre les ODD. A Genève, à l'issue de la journée internationale du tourisme durable, une table ronde animée par Max Foster (CNN International) a réuni plusieurs représentants au niveau ministériel de pays comme le Kenya, la Jamaïque, le Costa Rica et la Suisse. La discussion a permis un échange d'expériences et la mise en exergue de bonnes pratiques.

Le Costa Rica, par exemple, reconnu comme «modèle» pour son engagement en matière d'écotourisme, en a fait un atout global. «La qualité de la vie, la stabilité sociale, les racines éco-

nomiques et politiques, l'image et le positionnement du pays en tant que destination touristique favorisent un environnement propice aux affaires», a rappelé Maurizio Ventura, son ministre du tourisme.

Tandis que Jürg Kessler, recteur de l'Université des sciences appliquées à Coire, a insisté sur le fait qu'en Suisse, ce sont surtout les régions alpines qui demandent un effort particulier de gestion des ressources, dans le contexte du changement climatique.

### ODD À LA CARTE

En résumé, selon le contexte donné, la manière d'atteindre des résultats change du tout au tout. Certains pays se sont ainsi focalisés davantage sur l'objectif 8, à savoir la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Par l'accès qu'ils ouvrent à des possibilités de travail décent dans le secteur du tourisme, le renforcement

des compétences et la progression professionnelle sont bénéfiques à l'ensemble de la société, en particulier pour les jeunes et pour les femmes. D'autres ont voulu mettre l'accent sur l'objectif 12, qui veut établir des modes de consommation et de production durables. Cette approche insiste sur les pratiques permettant de réaliser des économies des ressources des points de vue économique, social et environnemental.

Enfin, pour les Etats côtiers, l'objectif 14, qui se focalise sur l'exploitation durable des océans, des mers et de leurs ressources, est souvent primordial. Les petits Etats insulaires en développement (PEID), surtout, sont particulièrement dépendants d'écosystèmes marins en bon état. Le développement du tourisme doit faire partie d'un plan de gestion intégrée du littoral pour aider à conserver et à préserver les écosystèmes fragiles et servir de vecteur pour promouvoir une économie bleue. ■

## BRÈVES

### Le tourisme dans le monde en chiffres

Selon le dernier baromètre de l'Organisation mondiale du tourisme, les arrivées de touristes internationaux ont remarquablement bondi de 7% en 2017 pour atteindre un total de 1,322 milliard. Ce vigoureux élan devrait se poursuivre en 2018, à un rythme de 4% à 5%. L'Europe arrive en tête, avec 8% des arrivées internationales de plus qu'en 2016, surtout dans la région méditerranéenne. L'Afrique, en progression de 8%, a consolidé son rebond de 2016. La région Asie-Pacifique a avancé de 6%, le Moyen-Orient de 5% et les Amériques de 3%. Le fort élan actuel devrait se poursuivre en 2018, mais à un rythme plus modéré après les huit ans d'expansion constante qui ont fait suite à la crise économique et financière de 2009. L'OMT estime cette croissance autour de 4% à 5%.

### Une formation en tourisme durable

Pour accompagner les mutations du secteur touristique, l'Université de Lausanne propose depuis deux ans une formation supérieure en tourisme, innovation et durabilité transfrontalière. Le cursus de nonante heures d'enseignement est destiné à des cadres, professionnels de la branche (suisse ou français), qui veulent se spécialiser sur ces problématiques. La formation est à la fois théorique et pratique, pour donner l'occasion aux candidats de découvrir des projets concrets réalisés le plus souvent en Valais. Le diplôme obtenu est un *Certificate of Advanced Studies (CAS)* en Tourisme, innovation et durabilité.

### Corail au centre de l'attention

L'année 2018 est officiellement l'année internationale des récifs coralliens. Cette troisième édition (après

1997 et 2008) est l'occasion de rappeler que s'ils n'occupent que 0,2% de la surface des océans, les récifs coralliens abritent en revanche 30% des écosystèmes marins et constituent les plus grandes constructions biologiques du monde. Un seul kilomètre carré de récif réunit autant d'espèces que la totalité des côtes françaises. «Cinq cents millions de personnes dans le monde sont directement liées aux récifs coralliens. Aujourd'hui, les changements climatiques et l'urbanisation des littoraux menacent leur survie», notait Serge Planes, directeur du Criobe (Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement) qui travaille depuis plus de trente ans sur la génétique des populations, sur leur évolution ainsi que sur celles des individus et des espèces. Il espère que cette année internationale du récif corallien donnera l'occasion de préserver ces écosystèmes et les communautés qui en dépendent.



## Les usages en voyage augmentent le stress hydrique

Les enjeux de la gouvernance de l'eau peuvent avoir des répercussions économiques et diplomatiques très importantes. C'est pourquoi un partenariat universitaire, dans lequel Genève joue un rôle pionnier, a été annoncé lors du Forum de Davos; il permettra la création d'un Geneva Water Hub.

Dans le siècle à venir, l'or bleu sera une ressource rare. Elle est difficile à gérer, car souvent, c'est précisément là où elle vient à manquer que les besoins liés aux activités humaines augmentent. Ce qui est vrai pour les populations locales du monde entier – impliquant parfois des risques de conflit autour de cet enjeu – l'est aussi du point de vue touristique.

Professeur assistant à l'Université de Genève (Unige) et directeur de la composante recherche & éducation du Geneva Water Hub, Christian Bréthaut connaît bien ces problèmes. Auparavant, il avait déjà consacré sa thèse universitaire à la gestion des réseaux urbains de l'eau en stations touristiques de montagne, à Crans Montana et à Avoriaz. La spécificité des problèmes de gouvernance réside dans



LES VACANCES engendrent une grande consommation d'eau.

le fait qu'il faut gérer des fluctuations démographiques très marquée, passant par exemple de cinq mille personnes durant une majorité du temps à trente-cinq mille personnes pendant quelques semaines. Cela engendre bien sûr des pics de consommation d'eau qu'il faut à la fois anticiper et accompagner avec finesse. «On sait que les comportements des vacanciers impliquent une bien plus grande consommation d'eau que dans leur vie domestique», confirme Christian Bréthaut. «L'entretien des espaces verts des hôtels et des pelouses des golfs s'avère également gourmand en eau et les loisirs liés à cet élément ont la cote. Les clients viennent où on leur offre des piscines ou des spas.» L'utilisation d'eau d'un

touriste serait de quatre fois supérieure à celle constatée dans son foyer, voire de sept à dix fois plus sous les Tropiques. En Méditerranée, durant la saison touristique, on compte plusieurs centaines de litres d'eau par jour et par lit, tout spécialement à une période de l'année où la sécheresse domine.

Ces dernières années, des efforts sont entrepris dans les régions où le tourisme de masse a fait des ravages, comme par exemple dans le Sud de l'Europe ou en Afrique du Nord. On essaie de dissuader les touristes d'abuser, on les incite à ne pas mettre leurs draps de bain à la lessive quotidienne, par exemple.

En fait, il faut surtout privilégier une approche coresponsable,

puisque tant les opérateurs de la branche – qui ont tout intérêt à investir au moins une partie des profits dans un but durable – que les touristes – dont la conscience environnementale augmente – peuvent agir chacun à leur niveau.

### GOVERNANCE DE L'EAU

Dans le monde globalisé, les frontières entre les différentes activités de l'Homme sont d'ailleurs de moins en moins étanches. C'est une des raisons pour lesquelles les initiatives liées à la gouvernance de l'eau se multiplient. Récemment, l'Unige a d'ailleurs pris une part déterminante dans le lancement d'un partenariat pour la coopération et la diplomatie de l'eau. Cette interface entre recherche scientifique et politiques publiques propose de résoudre les tensions croissantes autour de cette thématique. Dans une approche pluridisciplinaire, grâce aux multiples compétences qui se trouvent à Genève, ce partenariat a donné naissance au Geneva Water Hub, dont la mission consiste à collecter, à standardiser et à analyser les données liées à l'eau. ■

## L'affluence en milieux urbains doit aussi être mieux contrôlée

On connaît les cas de Venise, de Florence, de Berlin, d'Amsterdam ou de Barcelone: ces villes européennes victimes de leur succès, qui voient déferler chez elles des millions de touristes. Dans les Cinque Terre, ces fameux villages typiques accrochés aux falaises liguriennes, on a le plus grand mal à régler les flux de visiteurs. Les sentiers qui y permettent l'accès à pied sont malmenés, tandis que les bateaux de croisière font la queue pour permettre à leurs passagers de faire un tour éclair des lieux.

Il est vrai que ces centres historiques ou ces sites profitent de l'engouement pour les vieilles pierres, qui leur a permis de restaurer plus facilement de précieux vestiges. Il fait aussi marcher les commerces et les cafés. Mais sous la pression de la demande, la notion de gouvernance prend ici tout son sens. Christophe Clivaz, professeur associé à l'Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne, le confirme: «Aujourd'hui, avec la vogue des courts séjours, le tourisme urbain progresse davantage que

celui de montagne. On a vu que cela engendre des tensions, surtout avec la population locale, qui souffre d'être mise devant le fait accompli. S'il est impossible de revenir en arrière et de tout interdire, il convient de tendre vers un meilleur équilibre».

A première vue, les milieux urbains restent, certes, moins exposés aux nuisances qu'un littoral ou qu'une réserve naturelle. Les pics saisonniers y sont moins marqués et il existe déjà des infrastructures destinées aux habitants permanents. Toutefois, la tendance devient probléma-

tique si la ville se transforme au point d'être modulée exclusivement pour ses hôtes de passage. Ou que la multiplication de déplacements courts – de deux à trois jours sur place, souvent en avion – se répercute plus loin. «Ce n'est pas ce qu'il y a de mieux pour le bilan carbone», grimace Christophe Clivaz.

### DISTINGUÉS PAR L'UNESCO: UN BIEN POUR UN MAL?

Ce dernier évoque aussi le risque que la notion de développement durable devienne un outil de promotion. C'est

d'autant plus vrai qu'à l'heure actuelle, malgré la grogne occasionnée par le nombre des visiteurs, la concurrence entre villes ou sites-phares reste acharnée. Ces dernières années, les demandes d'inscription de sites au patrimoine mondial de l'Unesco sont en constante augmentation. Car les pouvoirs publics concernés savent bien le bénéfice qu'ils peuvent retirer de l'écho qui suit ces entrées. On estime ainsi que le tourisme sur les sites de l'Unesco génère 140 milliards de dollars par an. Ainsi, ce qui avait été créé au

début comme un moyen de préservation peut avoir des effets pervers. Tel a été le cas à Angkor Wat, au Cambodge, qui a souffert de l'afflux touristique.

Il est toutefois possible d'en faire un usage intelligent, lorsque les élus sur le terrain savent moduler l'impact de ces annonces. Avec douze sites classés à l'Unesco en 2017, la Suisse est plutôt gâtée en la matière. Elle a su en faire un bon usage, notamment avec la vieille ville de Berne ou avec la préservation de l'urbanisme horloger à La-Chaux-de-Fonds. ■